



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm  
N°97 – Semaine du 19 mai 2025

### LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Population nordique au 1<sup>er</sup> Janvier 2025 :

# 28,3 millions d'habitants

Cela représente une hausse de +150 000 personnes, soit +0,5% par rapport à 2023. En 25 ans, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus a considérablement augmenté (+31%) tandis que celles des 0-19 ans et des 20-64 ans ont diminué respectivement de 13% et 3%. La Suède compte 10,6 millions d'habitants, le Danemark 6,1 millions (dont 57.000 au Groenland et 55.000 aux îles Féroé), la Norvège et la Finlande chacune 5,6 millions d'habitants, et l'Islande 389.000.

## Pays nordiques

### Smart City Index: Paris en tête, trois capitales nordiques dans le top 10 européen.

Les capitales nordiques se distinguent dans le *Smart City Index* européen publié par PropTechOS. L'indice évalue les villes en fonction de leur connectivité, des infrastructures technologiques et durables, ainsi que des opportunités d'emploi liées au secteur des technologies. Stockholm est 2<sup>ème</sup> du classement (derrière Paris), Oslo 9<sup>ème</sup> et Copenhague 10<sup>ème</sup>. En matière d'infrastructures technologiques et de connectivité, Stockholm et Oslo occupent respectivement la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> position du classement. Le classement de la capitale suédoise s'explique notamment par son taux d'entreprises d'IA pour 100 000 habitants (13) et sa connectivité aéroportuaire.

### Les pays nordiques renforcent leur coopération sur le marché de l'électricité.

Réunis à Varsovie, les ministres nordiques de l'énergie ont signé une déclaration commune appelant à une collaboration plus étroite en matière d'énergie dans la région nordique et en Europe. Cette déclaration vise à garantir un approvisionnement énergétique stable, durable et compétitif face aux défis liés à la volatilité des prix, aux conditions climatiques extrêmes et aux tensions géopolitiques. Les pays nordiques souhaitent faire entendre une voix commune au sein de l'Union européenne et contribuer ainsi à la construction d'un marché de l'énergie plus résilient à l'échelle européenne.

# Danemark

**L'inflation au Danemark s'est établie à 1,5 % en avril (par rapport à avril 2024), d'après l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*).**

L'inflation de base (hors énergie et denrées alimentaires non transformées) était de 1,7 % en avril et de 1,6 % en mars. Cette stabilité est notamment due à la baisse du prix du baril de pétrole et du gaz sur les marchés mondiaux. Les prix des denrées alimentaires ont par ailleurs légèrement baissé de mars à avril.

**Danmarks Statistik a constaté une baisse des exportations de biens et de services de 1% en mars, la baisse s'établissant au total à 3,6% au premier trimestre. A elles seules, les exportations vers les Etats-Unis ont baissé de 25% au premier trimestre par rapport à la même période en 2024.**

D'après un rapport du *think tank* danois *Kraka* réalisé en collaboration avec Deloitte, le Danemark serait le 6ème pays le plus exposé aux mesures protectionnistes américaines après l'Irlande, le Canada, le Mexique, la Suisse et le Costa Rica. Selon cette étude, la croissance danoise serait en moyenne inférieure de 0,1 point chaque année jusqu'en 2050, du fait de l'importance des exportations de biens et de services dans l'économie du Royaume, notamment pour les industries pharmaceutiques et de transport.

**Selon un sondage réalisé par le fonds de pension PFA, 58% des Danois disent vouloir continuer à travailler après l'âge de départ à la retraite.**

Ils étaient 42 % en 2023 et 48 % en 2024. Contrairement aux sondages réalisés les années précédentes, les répondants indiquant cette intention ne sont plus seulement les plus diplômés et mieux rémunérés. Ce résultat est à mettre en regard des négociations parlementaires en cours sur un éventuel report de l'âge légal de départ à la retraite à 70 ans à partir de 2040. Depuis l'accord social signé en 2006, l'âge de départ à la retraite doit être débattu tous les

cinq ans au Parlement et tenir compte de l'évolution de l'espérance de vie. Actuellement, il est fixé à 67 ans.

**Le gouvernement relance un nouvel appel d'offres sur l'éolien offshore, selon des modalités prévoyant désormais la possibilité d'un soutien financier de l'Etat.**

Après l'échec du dernier appel d'offres de 6 GW en décembre dernier, le gouvernement envisage un nouvel appel d'offres portant sur la construction de trois parcs éoliens en mer d'une capacité totale de 3 GW d'ici 2032. Contrairement au précédent appel d'offres, qui reposait sur un financement exclusif par les acteurs privés avec dans le même temps une prise de participation de l'Etat, le Gouvernement propose au Parlement que l'Etat apporte au lauréat une aide d'un montant pouvant aller jusqu'à 60 Md DKK (8 Md€), pendant au maximum 20 ans. Le principe resterait cependant de limiter le financement étatique au minimum. Cette proposition fait débat au Parlement. Certains acteurs du secteur énergétique critiquent la distorsion de concurrence qu'elle créerait avec les autres parcs éoliens onshore et offshore déjà déployés. Les négociations au Parlement sont en cours.

Dans le même temps, un débat émerge sur la pertinence des prévisions établissant un besoin supplémentaire d'électricité à long terme au Danemark, sur lesquelles le Gouvernement se fonde pour justifier son soutien financier aux nouvelles capacités d'éolien offshore. Pour une large part, ces besoins accrus dépendent de l'installation dans le pays de data centers, dont l'implantation n'est pas garantie à ce jour.

**La Première ministre Mette Frederiksen (Social-démocrate) envisage la possibilité d'assouplir les règles relatives à l'interdiction de l'énergie nucléaire au Danemark.** Elle a indiqué qu'« il valait mieux avoir de l'énergie nucléaire en Europe plutôt que d'être dépendants du gaz russe ». Elle met toutefois en avant les délais de construction ainsi que les défis liés aux déchets nucléaires et réaffirme la nécessité

de renforcer les énergies renouvelables, notamment par l'installation de nouvelles éoliennes en mer. Depuis ces déclarations, le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Lars Aagaard (M), a indiqué que le gouvernement lancerait une étude afin d'évaluer le potentiel, les opportunités et les risques liés aux nouvelles technologies nucléaires, lesquelles seraient en tout état de cause un complément aux énergies renouvelables (solaire et éolien), qui demeurerait les sources d'énergie au cœur de la stratégie du pays. Les autres partis de la coalition gouvernementale – les Modérés et le Parti libéral – ont déjà annoncé leur soutien à la levée de cette interdiction. Plusieurs partis de droite, dont l'Alliance libérale et les Conservateurs y sont également favorables. Pour mémoire, une loi de 1985 interdit la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire au Danemark.

**Les entreprises danoises demandent que soient insérées de nouvelles exigences écologiques pour les appels d'offre publics.** Les associations professionnelles Dansk Erhverv (DE) et la Confédération de l'industrie danoise (DI) appellent le gouvernement à adopter une stratégie nationale climat qui intègre des exigences écologiques dans les appels d'offres publics. Selon les deux organisations économiques, les entreprises constatent que les critères de durabilité sont souvent secondaires par rapport au prix, ce qui n'offre pas d'incitations suffisantes pour proposer des solutions durables.

**European Energy inaugure la première usine à grande échelle d'e-méthanol au monde.** Situé dans le village de Kassø, près d'Aabenraa, dans le sud du Jutland, cette installation *Power-to-X* transforme l'électricité d'un grand parc solaire et du carbone biogénique en carburant vert. L'usine a une capacité annuelle de 32 000 tonnes de méthanol et est exploitée en collaboration avec l'entreprise japonaise Mitsui & Co. (49%). Le carburant produit servira notamment à la propulsion des nouveaux navires « verts » de Mærsk, tandis qu'il contribuera également à décarboner une partie de la production industrielle de Lego et de Novo Nordisk, ainsi qu'à approvisionner les stations-service Circle K en carburant neutre en carbone.

**Aalborg Portland, le plus grand émetteur industriel de CO<sub>2</sub> du Danemark, a réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> d'un tiers depuis 2021, et de 16 % l'année dernière.** Cette baisse est principalement due au remplacement des combustibles fossiles par des carburants alternatifs, tels que des déchets industriels et de la biomasse, et dans une moindre mesure à l'utilisation de produits plus durables et des effets du marché, notamment la baisse des ventes liée à la taxe sur le CO<sub>2</sub>. Aalborg Portland a pour objectif de réduire ses émissions de 73 % d'ici 2030 par rapport à 2021. En octobre 2024, l'entreprise a reçu une aide de 1,6 Md DKK (215 M€) de l'UE pour la construction d'une usine de captage de CO<sub>2</sub>, en coopération avec Air Liquide.

**Salling Group obtient le feu vert de la Commission européenne pour son acquisition de la chaîne de supermarchés Rimi Baltic.** Ce dernier dispose de 314 supermarchés dans les trois pays baltes. Annoncée en mars dernier, la transaction devrait être finalisée au début du mois de juin. Le géant danois de la vente au détail, propriétaire de Netto, Føtex et Bilka, disposera après cette acquisition d'un total de 2 000 magasins au Danemark, en Pologne, en Allemagne et dans les Pays baltes.

**Le fonds d'investissement australien Macquarie devient l'unique propriétaire du géant danois des télécommunications TDC.** Après sept ans, les fonds de pension danois ATP, PFA et PKA se désengagent de leur participation de 50 % dans TDC et vendent leurs parts à Macquarie, qui détient déjà les 50 % restants du groupe et en assumera désormais le contrôle total. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué, mais le rachat de 2018 par le consortium – initialement évalué à 40,8 Md DKK (5,5 Md€) – s'est soldé par une perte totale de 14,5 Md DKK (1,9 Md€). Cette perte s'explique en partie par la profonde transformation des secteurs d'activité de TDC au cours des dernières années, notamment les infrastructures numériques, la téléphonie mobile ainsi que le marché de la télévision et du streaming. Cette vente a suscité des inquiétudes quant au contrôle étranger d'infrastructures essentielles.

# Finlande

## **Le patrimoine net des ménages est à son plus bas niveau depuis 20 ans.**

Le patrimoine net médian des ménages s'élevait à 96 000 € fin 2023, soit 21 % de moins en valeur réelle qu'en 2019, dernière donnée disponible (121 000 €). Il s'agit de la valeur la plus basse depuis 2004 (81 000 €). Cette évolution s'explique en grande partie par le recul de la valeur des logements, alors que l'indice des prix de l'immobilier a diminué de 17 % entre 2019 et 2023. En moyenne, 60 % du patrimoine des ménages est immobilier. Pour la première fois, le décile supérieur concentre plus de la moitié (52%) du patrimoine net des ménages.

## **Les employés du secteur public obtiennent des augmentations salariales.**

Les négociations entre les représentants de l'Etat et des collectivités locales et les syndicats, portant sur les conventions collectives 2025-2028, ont été conclues le 30 avril. Les accords prévoient une hausse des salaires de 7,8 % en trois ans pour les employés de l'Etat, soit autant que la hausse obtenue par les salariés des industries exportatrices. Les employés des municipalités et des régions en charge des services sociaux et de santé ont obtenu une hausse supplémentaire de 1,8 % en trois ans (sur les 2 % prévus dans le cadre d'un programme quinquennal de 2022 pour le rattrapage salarial dans les collectivités).

## **Consultations sur deux projets de loi relatifs aux allocations chômage.**

Les deux projets ont été soumis à la consultation le 9 mai. L'un vise à fusionner l'allocation chômage de base et l'aide à la recherche d'emploi en une seule allocation (projet présenté comme la première étape vers l'introduction d'une prestation sociale unique). L'autre vise à renforcer la conditionnalité des allocations, avec des sanctions en cas d'absence de recherche active d'un emploi. Les deux consultations sont ouvertes jusqu'au 19 juin, pour une entrée en vigueur début 2026.

## **Projet de décret sur les secteurs en pénurie de main-d'œuvre.**

En lien avec la réforme de la loi sur les étrangers adoptée le 9 avril, le ministère de l'économie a publié le 12 mai un projet de décret listant

les professions en pénurie de main-d'œuvre. Tout permis de séjour de travail sera étendu automatiquement à ces professions, sans nécessité de présenter une nouvelle demande. La liste inclut 9 professions, dont les médecins, infirmiers, opérateurs de la métallurgie, employés de cimetièrre et pompiers. Le décret doit entrer en vigueur le 11 juin pour une durée d'un an.

## **Tiktok souhaite disposer d'un centre de données en Finlande.**

Wille Rydman, le ministre de l'économie, a annoncé le 2 mai que la plateforme de vidéos chinoise était impliquée dans un projet de centre de données estimé à environ 1 Md€, à Kouvola (sud-est du pays). Le centre serait construit par une filiale de la société immobilière Hyperco détenue en majorité par des investisseurs chinois, et loué par Tiktok. En décembre 2024, le ministère de la défense a accordé à la filiale d'Hyperco le permis d'acquérir les 16 hectares de terrain nécessaires au projet. W. Rydman a déclaré le 12 mai craindre des risques pour la sécurité informatique. Le 14 mai, le Premier ministre Petteri Orpo a déclaré n'être informé d'aucun obstacle qui entraverait le projet.

## **34 M€ de financements de l'UE pour 7 projets photovoltaïques en Finlande.**

Le 8 mai, la Commission européenne a accordé des financements à 7 projets d'énergie solaire en Finlande via le mécanisme européen de financement des énergies renouvelables (RENEWFM). Les nouvelles installations, qui doivent voir le jour entre 2027 et 2028, seront construites sur d'anciens sites industriels ou tourbières. Le Luxembourg, qui financera les projets, bénéficiera de 80 % de la production renouvelable générée pendant 15 ans sous forme de transferts statistiques. La Finlande disposera de l'électricité produite. En 2023, le Luxembourg avait déjà financé 7 projets solaires en Finlande pour un total de 27,5 M€, par le biais du même mécanisme.

# Islande

## Début des opérations de vente d'*Islandsbanki*.

Le Gouvernement islandais a amorcé le 13 mai 2025 la première phase de la vente de la banque *Islandsbanki*. Quelques 376 094 154 actions sont proposées aux particuliers islandais au prix fixe de 106,56 ISK (0,73€) l'unité. La vente des parts d'*Islandsbanki* détenues par l'Etat islandais sera ensuite ouverte aux structures d'investissement institutionnelles, au terme d'un processus d'enchères et à un prix qui ne pourra pas être inférieur à celui proposé aux particuliers.

## Selon le FMI, les perspectives économiques de l'Islande sont favorables et les risques mesurés.

Les services du *Fonds monétaire international (FMI)* confirment les anticipations de croissance des autorités islandaises à 1,8 % en 2025 et 2,4 % en 2026. Ce rebond devrait reposer sur l'augmentation des exportations à forte valeur ajoutée, des revenus, ainsi que sur l'assouplissement progressif de la politique monétaire de la Banque centrale islandaise. Le FMI identifie notamment les secteurs de l'industrie pharmaceutique et de l'aquaculture comme facteurs déterminants de la croissance islandaise pour les prochaines années.

## L'économie verte représente 4 800 emplois en Islande en 2023.

Selon des chiffres publiés par *Statistics Iceland*, l'économie verte représentait 4 841 emplois en 2023, soit 2,2 % du marché du travail et 3,9 % de la production de valeur du pays. L'Islande se classe ainsi au 12ème rang des pays de *l'Espace économique européen* pour la part jouée par l'économie verte dans la production nationale de valeur, et à la 24ème place pour la part de l'économie verte dans le marché du travail. La production d'énergie renouvelable représente une part importante de la production de valeur par la réalisation d'activités ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion durable des ressources naturelles en Islande. Ces activités sont toutefois peu gourmandes en main-d'œuvre, d'où l'écart observable entre la part des éco-activités dans l'économie nationale et dans le marché du travail.

## L'Islande en tête du classement mondial de l'IDH du PNUD.

Avec un score de 0,972, l'Islande gagne deux places

d'une année sur l'autre et arrive pour la première fois en tête du classement des Etats du monde par Indice de Développement humain (IDH), réalisé par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), devant la Suisse et la Norvège.

## Les compagnies aériennes islandaises réalisent des pertes au premier trimestre 2025.

*Play* et *Icelandair*, les deux compagnies aériennes islandaises, rapportent des pertes pour le premier trimestre 2025 : 5,6 M ISK (38 600 €) pour *Icelandair* et 3,4 M ISK (23 400 €) pour *Play*. Les deux compagnies se disent confiantes pour le reste de l'année. *Play* s'attend à de meilleures performances estivales grâce à l'ouverture de nouvelles lignes desservant des destinations ensoleillées. *Icelandair* annonce avoir atteint un niveau record de passagers transportés et procéder à une optimisation de ses opérations grâce à une restructuration de sa flotte.

## La fonderie de silicium PCC BakkiSilicon connaît d'importantes difficultés économiques.

La fonderie de silicium *PCC BakkiSilicon*, détenue par le groupe allemand *PCC SE*, rapporte d'importantes difficultés économiques dues à l'augmentation des tarifs douaniers et à la baisse du prix du silicium sur les marchés nationaux et internationaux, en proie à une concurrence forte. La fonderie emploie aujourd'hui 130 personnes à proximité de Húsavík et est l'un des principaux employeurs de la municipalité.

## Le PDG du Blue Lagoon estime les coûts de l'activité volcanique pour l'établissement à 55 M€ depuis 2023.

Grimur Sæmundsen, PDG du *Blue Lagoon*, estime les coûts directs de l'activité sismique et volcanique sur la péninsule de Reykjanes pour la station thermale à environ 8 Md ISK (55 M€) depuis 2023. En 2024, 6 éruptions ont entraîné la fermeture de l'établissement durant un total de 71 jours. Malgré ces difficultés, le *Blue Lagoon* génère des bénéfices avant intérêts et impôts de 3,3 M€ en 2024.

# Norvège

## Maintien des taux directeurs et ralentissement de l'inflation.

La Banque de Norvège a annoncé le 8 mai le maintien des taux directeurs à 4,5%. L'inflation a atteint 2,5% sur un an en avril, un chiffre légèrement inférieur aux prévisions de SSB (Bureau central des statistiques).

## Indice de développement humain: la Norvège au deuxième rang du classement du PNUD.

Comme l'an dernier, la Norvège a obtenu la deuxième place dans le classement du PNUD sur l'indice de développement humain (IDH). Elle partage le podium avec l'Islande et la Suisse.

## Baisse de la confiance des ménages dans l'économie.

L'indice de confiance économique des Norvégiens a été divisé par deux depuis l'élection du Président Trump à la Maison-Blanche. Ce pessimisme touche toutes les catégories sociales et concerne tant l'activité économique au niveau national que les ménages, selon le baromètre de *Finans Norge*.

## 3,3% de la population active en recherche d'emploi fin avril 2025.

Fin avril, 98 800 personnes étaient à la recherche d'un emploi selon les chiffres de l'agence gouvernementale du travail (NAV), soit 3,3% de la population active norvégienne.

## Négociations salariales dans la fonction publique.

L'Etat s'est accordé avec les syndicats Akademikerne, Unio et YS sur une augmentation de 4,4% des salaires à compter du 1<sup>er</sup> mai, conformément à l'accord-cadre pour les professions de référence. Dans les négociations avec LO Stat, les parties ne sont pas parvenues à un accord et doivent désormais débiter une médiation avec un délai fixé au 27 mai.

## Priorités du gouvernement sur les questions européennes.

Le ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide a présenté le 6 mai au Parlement (*Storting*) les priorités gouvernementales sur les questions européennes: préservation de l'accord de l'EEE, maintien du soutien à l'Ukraine, volonté de s'associer aux projets européens (spatial, santé, numérique, ...). Il a également

souhaité que la Norvège rattrape son retard sur l'incorporation du droit européen.

## Visite ministérielle italienne sur l'industrie.

La ministre de l'industrie et du commerce Cecilie Myrseth a accueilli du 6 au 8 mai le ministre de l'industrie et le vice-ministre des affaires étrangères italiens. Après avoir signé à Tromsø une déclaration commune sur la coopération dans le domaine des matières premières critiques, les ministres ont visité le site de Kongsberg Satellite & Services. Ils se sont ensuite rendus à la base de lancement d'Andøya pour des discussions sur la coopération spatiale.

## 3e déplacement à Oslo du Premier ministre britannique pour soutenir l'offre de BAE sur les frégates.

« Les autorités norvégiennes prendront bientôt une décision sur les futures frégates de la marine », a indiqué le Premier ministre Jonas Støre alors qu'il accueillait son homologue britannique Keir Starmer à Oslo le 9 mai. C'est la troisième fois en six mois que ce dernier se rend en Norvège, et un partenariat industriel vient d'être conclu entre Kongsberg et le constructeur naval BAE Systems.

## Lancement d'un Forum pour l'industrie navale.

Le ministre de la défense Tore O. Sandvik a annoncé la mise en place d'un nouveau forum, qui se réunira pour la première fois le 27 mai. Dans le cadre du plan présenté en 2024 par le gouvernement pour le renforcement des capacités de la flotte norvégienne, ce forum permettra de faciliter les contacts entre les différents acteurs norvégiens qui souhaitent participer à la conception, au développement, à la production et au soutien tout au long du cycle de vie des navires standardisés.

## Inquiétudes sur les exportations des produits de la mer aux Etats-Unis.

La ministre de la pêche Marianne Sivertsen Næss a rencontré des professionnels norvégiens des produits de la mer lors du salon Seafood Expo Global à Barcelone. Depuis le début de l'année, les exportations norvégiennes dans ce secteur ont atteint les 4,96 Md€ mais doivent désormais faire face à des droits de douane de 10% aux Etats-Unis. Mme Næss affirme que le gouvernement est en contact étroit avec l'administration Trump pour faire baisser ces tarifs douaniers.

## **Ultimatum d'Equinor sur Empire Wind à l'administration américaine.**

Sans décision claire des autorités américaines au sujet d'Empire Wind, Equinor menace désormais d'abandonner son investissement. Le groupe norvégien a déjà perdu 180 M€ dans ce projet d'éolien *offshore* au large de New York, depuis que l'administration fédérale américaine a gelé le projet. La situation est « totalement inédite », se désole Anders Opedal, PDG d'Equinor.

## **Le Parlement favorable à un 26e cycle de concessions pétrolières et gazières.**

Les députés ont adopté le 6 mai la proposition d'autoriser un 26ème cycle de concessions. Cette décision intervient alors même qu'en 2022, les travaillistes et les centristes avaient formé une coalition gouvernementale sur la promesse qu'aucune nouvelle concession ne serait attribuée pour la prospection sur le plateau continental norvégien durant la législature.

## **Echec de l'opposition à stopper les plans d'électrification de Melkøya.**

En février 2023, le gouvernement Støre avait présenté sa feuille de route sur l'augmentation de la production d'électricité dans le Finnmark, dans l'objectif d'électrifier l'usine GNL de Melkøya, appartenant à Equinor. Cette proposition a fortement divisé le Parlement, l'opposition demandant que l'industrie de défense soit prioritaire dans le raccordement et rappelant que l'usine demandera l'équivalent de la consommation annuelle de 500 000 ménages. Après plusieurs mois d'incertitudes, les débats parlementaires se sont achevés le 6 mai 2025, sur un échec de l'opposition.

## **Pollution du secteur numérique en Norvège.**

L'Autorité norvégienne des communications (NKOM) a remis un rapport sur la durabilité des infrastructures numériques à Karianne Tung, ministre du numérique et de l'administration. En Norvège, les émissions de CO2 provenant de ces infrastructures s'élevaient en 2024 à 1,1 Mt, soit un niveau similaire aux émissions du trafic aérien domestique. Le rapport anticipe une multiplication par trois de l'empreinte carbone du numérique d'ici 2050 avec le développement de l'IA. La Ministre a chargé NKOM d'établir un indice de durabilité pour évaluer l'impact environnemental des infrastructures numériques.

## **Progression de la couverture haut débit sur le territoire norvégien.**

Les nouvelles données de la NKOM pour 2024 montrent que 96,2 % des foyers avaient la possibilité de souscrire à un abonnement haut débit de 1 gigabit par seconde, contre 86,5 % en 2021. En outre, l'enquête souligne que 99,7 % des foyers disposaient d'une couverture 5G (en extérieur) à la fin de 2024, contre 23,3 % en 2021. Le nord de la Norvège a connu la plus forte croissance en matière de déploiement de la 5G mais reste encore en dessous de la moyenne nationale.

# Suède

## Révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB et à la hausse pour le chômage.

Quelques semaines seulement après la présentation du budget de printemps, le gouvernement a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB en 2025, de +2,1% à +1,8%. Selon Elisabeth Svantesson, ministre des Finances, les raisons principales sont l'incertitude économique, notamment concernant les droits de douane, et le pessimisme généralisé parmi les ménages qui pèse sur la consommation. Les perspectives pour 2026 ont également été revues à la baisse, avec une croissance attendue de 2,3% au lieu des 2,8% prévus. En outre, le gouvernement a présenté des chiffres révisés à la hausse sur le taux de chômage en 2025/2026. Il devrait atteindre 8,7% de la population active en 2025 (+0,1 pp) et 8,4% en 2026 (+0,2 pp).

## La Banque de Suède maintient son taux directeur à 2,25%.

La banque centrale suédoise (*Riksbank*) maintient inchangé son taux directeur à 2,25% à l'issue de la réunion de politique monétaire du 8 mai, sur fond d'inflation stable en avril (le taux d'inflation hors effet des taux variables atteint 2,3%) et dans un contexte d'incertitudes quant à l'impact des tensions commerciales sur l'économie. Selon les minutes du directoire, la probabilité d'une baisse du taux directeur lors de la prochaine réunion monétaire, qui se tiendra le 17 juin, a augmenté.

## Déficit budgétaire plus élevé que prévu en avril.

En avril, le gouvernement suédois a enregistré un déficit budgétaire de 42,2 Md SEK (3,9 Md€), soit 15 Md SEK de plus que les 27,7 Md SEK (2,5 Md€) prévus par l'Office de la dette. Sur un an, le déficit cumulé du gouvernement central atteint 108,5 Md SEK (9,9 Md€). A la fin du mois d'avril, la dette publique s'élevait à 1 177,6 Md SEK (108 Md€) soit 18,3% du PIB, selon les chiffres publiés par l'agence de la dette.

## Les partis politiques divisés sur la révision des objectifs climatiques européens du secteur automobile.

La Suède a voté contre la proposition de la Commission européenne visant à accorder plus de temps aux constructeurs automobiles pour se mettre en conformité

avec la réglementation établissant les normes de performance en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les véhicules, en permettant un lissage sur la période 2025-2027 des émissions de CO<sub>2</sub> (au lieu d'un calcul annuel prévu initialement). Toutefois, lors du vote au Parlement européen, les partis suédois ont voté de manière divisée: seuls les Libéraux (L) ont suivi la ligne gouvernementale, tandis que les Chrétiens-Démocrates (KD) ont voté pour, les Modérés (M) - parti dont est issu le Premier ministre - se sont abstenus et l'opposition était partagée. La mesure a été adoptée par l'UE et le Parlement.

## La région de Göteborg contribue le plus aux exportations de biens de la Suède.

Västra Götaland, la région de Göteborg, avec des sièges d'entreprises comme Volvo AB, Volvo Cars et SKF, représente 24% des exportations de la Suède (2023), selon l'Agence nationale du commerce (*Kommerskollegium*). Stockholm et la Scanie représentent respectivement 19% et 7%. Les trois principales agglomérations du pays sont ainsi, en valeur absolue, à l'origine de 50% des exportations totales. Enfin, la région de Göteborg est aussi première dans le classement des exportations par habitant, devant les régions Blekinge (Karlskrona) et Kronoberg (Växjö).

## La Banque de Suède prévoit de renforcer la résilience du système de paiement hors ligne d'ici juillet 2026.

Dans un contexte où l'usage de la monnaie physique n'existe quasiment plus en Suède (« *cashless society* »), une loi entrée en vigueur le 1er janvier 2023 confie à la Banque de Suède (*Riksbank*) de nouvelles responsabilités en matière de préparation aux crises majeures (cyberattaque d'ampleur, etc.). Dans ce cadre, la *Riksbank* a annoncé son intention de déployer d'ici le 1er juillet 2026 un système permettant d'effectuer des paiements par carte hors ligne pour l'achat de biens essentiels (tels que les denrées alimentaires, les médicaments et le carburant) en cas de perturbations pouvant durer jusqu'à 7 jours.

## **Une initiative privée souhaite faciliter l'accès gratuit à l'IA pour 2,3 millions de Suédois.**

Une nouvelle initiative, portée par la Fondation « *Svenska AI-reformen* » (réforme suédoise de l'IA) financée par des dons de grandes fortunes suédoises, vise à offrir un accès gratuit à des outils IA pour 2,3 millions de personnes en Suède, notamment les étudiants, le secteur public et les acteurs de la société civile. Le projet est cofinancé par la start-up SANA, qui fournira les outils IA, avec la possibilité pour les utilisateurs de choisir parmi plusieurs grands modèles de langage (LLM). Avec cette démarche qui complète les propositions du rapport « *AI Roadmap for Sweden* » remis au gouvernement en novembre 2024 par la Commission présidée par Carl-Henric Svanberg, la Suède entend devenir un leader mondial dans l'utilisation des outils d'intelligence artificielle.

## **L'industrie éolienne sanctionnée pour non-conformité aux nouvelles normes.**

Plusieurs acteurs de l'industrie éolienne en Suède sont confrontés à d'importantes amendes après l'entrée en vigueur des nouvelles règles de l'opérateur du réseau électrique Svenska kraftnät (SVK). Ces réglementations imposent notamment un strict équilibre entre production et consommation d'électricité. En mars, les copropriétaires de deux éoliennes à Nyvallsåsen ont été sanctionnés pour avoir produit plus que prévu en raison de vents forts. Leurs copropriétaires ont dû les mettre à l'arrêt pour éviter la faillite. Ces contraintes ont également réduit l'offre d'énergie d'équilibrage, provoquant des hausses de prix imprévues. Selon Anna Jäderström, responsable de la section des marchés d'équilibre chez SVK, des ajustements sont envisagés.

## **Renouvellement pour 30 ans du permis d'extraction de calcaire sur l'île de Gotland.**

Après plusieurs années d'incertitudes et d'appels en justice, le tribunal foncier et environnemental du district de Nacka a renouvelé le permis d'extraction calcaire du cimentier allemand Heidelberg Materials pour 30 ans. Cette décision a été saluée par le secteur du BTP suédois, le site de Slite à Gotland fournissant 75% des besoins du marché suédois. Heidelberg compte, pour sa part, investir près de 2 Md€ dans son site sur une période de 10 ans pour notamment y développer des produits décarbonés.

## **La mine de fer de Pajala obtient un nouveau permis d'exploitation.**

La Cour d'appel du foncier et de l'environnement a accordé à la société minière suédoise *Kaunis Iron* un nouveau permis pour poursuivre et étendre ses activités minières à Pajala, dans le nord de la Suède. Cette décision, annoncée le 13 mai, concerne l'exploitation de deux nouvelles mines à ciel ouvert, Sahavaara et Palotieva. Ce projet suscite toutefois des inquiétudes liées aux potentiels impacts négatifs sur l'environnement et l'élevage des rennes, ainsi que l'augmentation du trafic routier.

## **Surplus d'appartements à louer en Suède.**

Selon un rapport de *Public Housing Sweden*, le marché du logement public en Suède fait état d'un excédent d'appartements, notamment dans les petites villes et zones rurales. Le nombre d'appartements vacants dans les logements sociaux a presque doublé en un an. Cette tendance nouvelle s'explique par la diminution des taux de natalité, une réduction des migrations et l'incertitude économique. Cependant, les grandes villes, comme Stockholm, restent confrontées à de longues files d'attente.

# Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-1,2	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège <sup>1</sup>	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)<sup>2</sup>:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9*
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

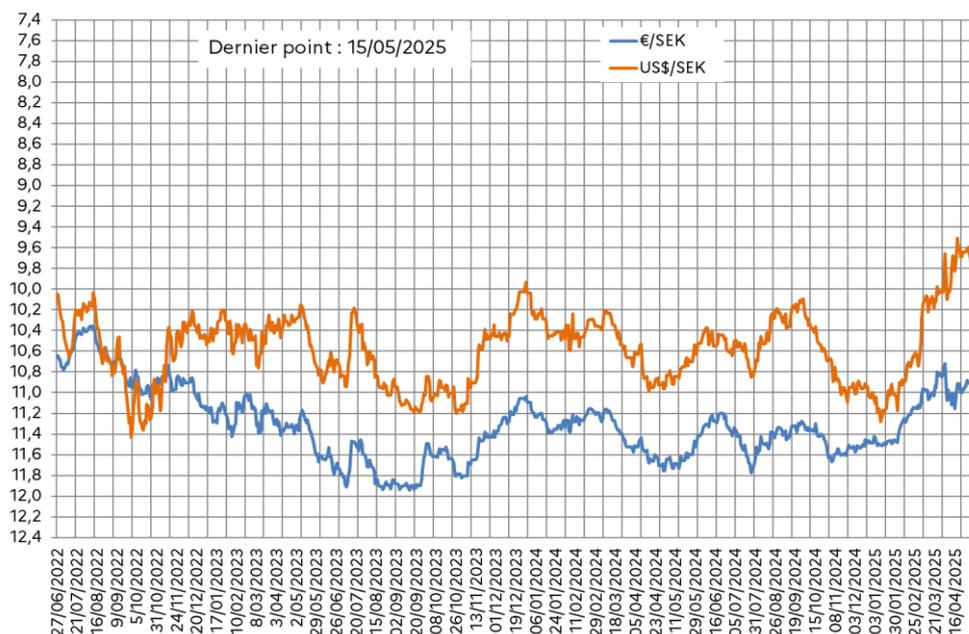
Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

<sup>2</sup> L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

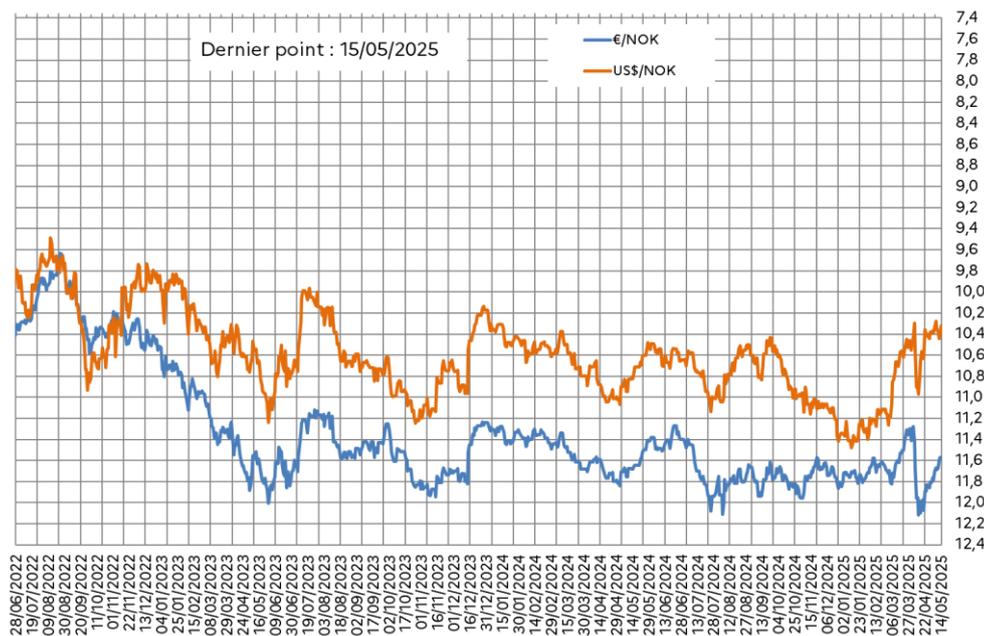
\*IPC à taux fixe de la Suède (en glissement annuel) au T1 2025 : 2,5

# Evolution des taux de change

## Couronne suédoise



## Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

[olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : [pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr)